
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 3 (1975)

DOI: 10.11588/fr.1975.0.48810

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

que fut pour le nouveau souverain le maintien de l'ordre dans la capitale durant le procès des ministres de Charles X qui s'étaient tous fait intercepter en cherchant à passer à l'étranger, et qui furent envoyés au château de Vincennes, puis au fort de Ham pour quelques années, épargnant au régime une condamnation plus sévère qui eût pu peser sur l'opinion aussi lourdement que celle du maréchal Ney au début de la seconde Restauration.

L'ouvrage de M. PINKNEY se termine ainsi sur une touche qui résume fort bien l'incertitude fondamentale de ce régime de la Monarchie de Juillet, ou de la quasi-légitimité comme on le dit alors. Il apporte incontestablement un point de vue souvent original, ce qui n'est pas un mince mérite sur un sujet si souvent incomplètement étudié, et il apporte une synthèse particulièrement documentée sur ce tournant indiscutable de l'histoire de la monarchie constitutionnelle en France.

Jean VIDALENC, Rouen

Theodore ZELDIN, *France 1848–1945. Volume I: Ambition, Love and Politics*, Oxford (At the Clarendon Press) 1973, 823 p. (= Oxford History of Modern Europe. General Editors: Alan BULLOCK and F. W. D. DEAKIN).

L'auteur a dû bien s'amuser en introduisant dans une collection aussi digne un sous-titre aussi provocant. D'ailleurs c'est bien celui-ci qui donne le ton de l'ouvrage entier: vif, de lecture aisée, rien d'un manuel, plutôt une promenade à travers un siècle d'histoire de la France et des Français. Tout de suite on est tenté de le qualifier de »typiquement britannique«, d'évoquer TREVELYAN – et ce n'est pas nécessairement un compliment . . . bref de préparer un compte-rendu »typiquement français«. Alors on regrettera le manque d'enchaînement entre les trois parties, qui fait que, par exemple, les analyses sociales de la première (»Ambition«) sont trop rarement rappelées dans la troisième (»Politics«). On se donnera, au nom de la bonne vieille rhétorique, le malin plaisir d'énumérer des chapitres mal bâtis, tel celui des médecins qui n'étudie que les hétérodoxes et les ratés et ne conclut que sur les officiels qui ont réussi, tel celui des paysans qui décrit la conjoncture économique après la structure agraire. On s'irritera de voir que la période 1800–1970 (car il y a des escapades en amont et en aval des limites annoncées dans le titre), que cette période est traitée comme un bloc, à l'intérieur duquel l'historien peut aller et venir sans tenir compte ni des coupures traditionnelles ni même de l'ordre chronologique. On jugera bien monotones et bien faciles les multiples professions de scepticisme historique: que la notion de bourgeoisie est trop vague pour servir de clé à l'étude des forces sociales; que plus on observe les industriels plus on découvre leur diversité; qu'il est impossible de parler du prolétariat comme d'une classe homogène; que le suffrage universel a affecté la politique sous des formes très variées, etc.: mises en garde à chaque fois très salutaires, mais dont l'accumulation découragerait n'importe qui de faire de l'histoire sociale. Enfin, si l'on est chauvin – et qui ne l'est pas tant soit peu? – on notera avec amertume que le

portrait du peuple français qui ressort de ces huit cents pages, en attendant le deuxième volume, fait renaître les vieux clichés: conservatisme partout, dans les professions comme dans les familles, sexualité débordante, irréalisme et instabilité politiques, bref Monsieur Dupont vu par »Punch« . . .

. . . Et l'on aura négligé tout ce qui fait l'extrême intérêt de ce livre. Il convient tout d'abord d'admirer des développements qui peuvent paraître au lecteur français d'une grande banalité, précisément parce que l'auteur a su s'y pénétrer entièrement de la mentalité française: citons, entre bien d'autres, les vingt pages consacrées au syndicalisme révolutionnaire et aux bourses du travail, phénomènes tout à fait particuliers à notre pays, et qui sont pourtant analysés ici avec une rare perspicacité. Il faut aussi se féliciter que le public de langue anglaise puisse connaître, grâce au chapitre sur les paysans, une partie au moins des trésors qui sont enfouis dans les thèses de géographie régionale. Car, des recherches françaises d'histoire sociale, de géographie humaine, de sociologie, Th. ZELDIN a lu l'essentiel et même bien davantage.

En outre, le lecteur français lui-même tirera grand profit d'une énorme littérature imprimée, depuis longtemps oubliée, et qui reparaît ici au grand jour. Espérons que le deuxième volume en donnera une liste raisonnée; ce sera un très bon instrument de travail pour les chercheurs dans tous les domaines. Il suffit de parcourir les notes des bas de pages pour en saisir les richesses: une trentaine de titres sur les médecins, une vingtaine sur les notaires, une soixantaine sur le mariage et la sexualité, sans compter les enquêtes plus récentes auxquelles il est fait appel à titre de comparaison. Le risque, c'est d'accumuler les notations de détail ou les opinions contradictoires, chaque auteur ancien étant considéré implicitement comme lucide, objectif, et représentatif. Mais dans certains cas, p. ex. celui de l'amour conjugal, l'historien classe ses sources d'après leur succès de librairie, et parvient ainsi, sinon à la réalité de la société française, du moins à la vision qu'elle avait d'elle-même: alors, dans ce domaine si peu exploré de la psychologie collective, l'ouvrage est à la fois neuf et solide.

Il ne faudrait pas oublier cependant que la partie »politique« occupe à elle seule plus de la moitié du volume. D'entrée de jeu, au début du chapitre 14, Th. ZELDIN réagit contre les histoires politiques de type classique, qui aboutissent inévitablement à un constat d'échec chaque fois qu'elles considèrent la démocratie anglo-saxonne comme un modèle. Pour bien comprendre la vie politique des Français, explique-t-il, il faut partir de la base et »voir ce que les gens attendaient du gouvernement«: ici encore, donc, est tentée une histoire de la mentalité collective. D'où une série de monographies des familles politiques, placées approximativement dans l'ordre où elles se sont succédées, soit au pouvoir, soit dans le coeur et la raison des Français: des monarchistes aux socialistes, de 1830 à 1914. Il y a là quelques brillantes réussites: sur les Républicains de 48 et leur triple descendance, lamartinienne, rouge, et conservatrice; sur le Second Empire, spécialité de l'auteur, et notamment sur son oeuvre centralisatrice, qui a permis aux masses de secouer la tutelle des notables. Sur les institutions de la 3ème République, un véritable réquisitoire contre le régime d'Assemblée, bien informé, peut-être un peu trop poussé au noir. Une vision très originale du tournant des deux siècles, où le personnel dirigeant, après avoir songé à se donner enfin une

philosophie sociale, le solidarisme, en aurait été détourné par l'affaire Dreyfus qui ressuscitait les vieux conflits et étouffait les nouveaux: là on est sensible à l'acuité d'un regard étranger, qui minimise les drames spectaculaires dont nous nous croyons encore marqués aujourd'hui, et qui par contre met en évidence les occasions manquées mieux que nous ne pourrions le faire. Par contre, Th. ZELDIN ne répond pas plus que la plupart des historiens de la 3ème République à la question majeure, qui est de savoir comment une nation aussi divisée, un régime aussi discuté aux alentours de 1910 ont pu résister ensuite aux épreuves de la Grande Guerre.

Il est vrai que, par une modestie que nous espérons provisoire, le volume conclut . . . qu'on ne peut pas encore conclure: »Les ambitions et les frustrations qui ont été révélées ici ne peuvent s'expliquer sans de nouvelles investigations« portant principalement sur la vie régionale, l'école, les intellectuels. Du moins s'il faut en croire les dernières lignes du livre lui-même; car la jaquette annonce un autre programme pour le tome II, et plus ambitieux encore . . . Peu importe cette dernière incertitude; nul doute que la suite ne soit digne du commencement, n'apporte comme lui une multitude d'informations nouvelles, ne pose une foule de problèmes, ne provoque les historiens à des étonnements fort salutaires. Alors bien des lecteurs accepteront une nouvelle fois de faire taire leurs exigences habituelles en matière de logique et de méthode.

Pierre AYÇOBERRY, Paris

Robert R. LOCKE, *French Legitimists and the Politics of Moral Order in the Early Third Republic*, Princeton/N. J. (Princeton University Press) 1974, X, 321 S., 8^o.

Nicht so sehr die Politik französischer Legitimisten als ihre Rolle im sozio-ökonomischen und politischen Wandel des 19. Jahrhunderts ist Locke's Gegenstand. Legitimismus definiert er nicht durch die Bindung an den Prätendenten der älteren Bourbonenlinie, den Comte de Chambord, sondern ideologisch aus der »konterrevolutionären Mentalität« des *ordre moral* heraus: Der Legitimist sah in der bestehenden Sozialordnung, in der Anerkennung der traditionellen kirchlichen und weltlichen Autoritäten, die notwendige Basis jeglicher Gesellschaftsordnung. Papsttum und Kirche, Familie und Eigentum waren seine wichtigsten Werte. In dieser Konzeption des *ordre moral* unterschieden sich die Legitimisten, so Locke, von den übrigen konservativen Gruppen ihrer Zeit und insbesondere von dem politischen Liberalismus.

LOCKE untersucht die Führungsschichten des Legitimismus am Beispiel der etwa 200 legitimistischen Abgeordneten in der Nationalversammlung von 1871 bis 1875. 55% dieser Deputierten stammten aus dem Adel des Ancien régime, die übrigen vorwiegend aus jüngerem Adel bürgerlichen Ursprungs oder aus der katholischen Provinzbourgeoisie, welche den Antiliberalismus und Antiprotestantismus jener aristokratischen Gruppen teilte. Doch ein eindeutiger Kausalzusammenhang zwischen sozialem Hintergrund und politischer Haltung besteht